M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 26.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Raymond Forni, président de la commission, rapporteur. Monsieur le président, au terme de ce débat, je tiens à remercier les membres de la commission des lois, qui ont, avec moi, élaboré les propositions que nous avons soumises cet après-midi au Gouvernement. J'ai, en tant que rapporteur, apprécié non seulement leur aide, mais surtout la dignité dans laquelle s'est déroulé notre débat au cours de ces deux journées. Parce que je mesure l'honneur qui m'a été fait d'avoir été choisi comme rapporteur, je me réjouis, avec le Gouvernement et avec tous ceux qui sont sur ces bancs et qui ont souhaité l'abolition de la peine de mort, que cette décision soit prise aujourd'hui. (Applaudissements sur les bancs des socialistes, des communistes, et sur divers bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Ducoloné.

M. Guy Ducoloné. Monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, le défenseur de la question préalable nous a dit hier que ce débat s'adressait à l'intelligence et non à la sensibilité. C'est la seule phrase que j'approuve de son discours pour en tirer une conclusion inverse de la sienne.

N'est-ce pas, en effet, en s'adressant à la sensibilité que les partisans de la peine de mort développent leurs arguments et ne faut-il pas une grande intelligence, face parfois à des crimes affreux, pour dire tout ce qu'a d'affreux une exécution capitale ?

Au terme de ce long, certes, mais passionnant débat, je me réjouis, au nom de chacun des députés communistes et apparentés, que la peine de mort soit abolie.

Ce n'est pas d'hier que ce combat a été engagé en ce qui nous concerne. Nombreuses ont été en effet les initiatives, les propositions du groupe communiste pour en finir avec ce supplice.

Et puisqu'on s'est plu à juste titre à rappeler les positions exprimées pendant la campagne présidentielle, permettez-moi d'y ajouter l'engagement pris déjà en 1976, puis en 1978, lors des élections législatives et renouvelé en 1981 par Georges Marchais au nom de notre parti.

C'est pourquoi nous sommes heureux qu'au cours de ce débat l'Assemblée ait suivie le Gouvernement en se contentant aujourd'hui d'affirmer seulement, à l'article 1^{er} du projet de loi, le principe : « La peine de mort est abolie. »

Est-ce, par cette disposition, comme certains ont pu l'affirmer dans ce débat, faire la part belle aux assassins ou encore se désintéresser des victimes ? Ce n'est là ni l'opinion ni l'objectif de personne, quelles que soient, par ailleurs, ses convictions.

Mes camarades Colette Goerriot et Louis Odru ont dit ce qu'il fallait penser d'un tel dilemme. On a d'ailleurs rappelé que si le code pénal punit de mort de nombreux crimes, beaucoup de beaux messieurs des diverses mafias ou du trafic de la drogue dorment tranquillement sur leurs deux oreilles. Or, point n'est besoin de les inclure parmi les condamnés à mort en puissance ; il faut agir résolument contre ces mafias ou ces trafiquants et contre tous ceux qui veulent donner la mort, pour les empêcher de tuer.

Nous voulons une justice claire, ferme, équitable, une justice qui soit aussi soucieuse d'amender, de sauver et de prévenir que de punir.

Mon ami Paul Chomat a montré que les causes de l'insécurité ressentie par la population dans certains de nos villes étaient liées aux problèmes de la société, au manque de travail, à l'insuffisance des équipements, à une mauvaise utilisation de la police depuis trop longtemps.

Mélanger l'insécurité au maintien de la peine de mort est dangereux ; c'est une duperie.

Ce sentiment, cette situation d'insécurité ne viennent pas, reconnaissons-le très sincèrement, de l'exécution ou de la non-exécution d'un criminel.

Je demanderais simplement : quelle réparation pour les victimes, quel réconfort pour leur famille peut avoir l'exécution du coupable, surtout lorsqu'on s'interroge après l'exécution de Christian Ranucci ?

Certains partisans de la peine de mort ont tiré argument du criminel qui, bénéficiant de mesures de remise de peine, est relâché quinze ou vingt ans après et commet un nouveau crime.

C'est vrai, la récidive existe et l'exploitation forcée qui en est faite sur le moment apporte de l'eau au moulin des partisans de la peine de mort. Ils veulent condamner le système et conclure à l'impossibilité du rachat de l'homme.

Mais pourquoi ne pas mettre en regard le nombre infiniment plus élevé de criminels graciés puis relâchés au bout d'une longue peine et qui se sont réinsérés dans la société ? Les statistiques que vous avez citées, monsieur le garde des sceaux, sont encore plus éloquentes que je ne l'imaginai.

Il nous faut donc aujourd'hui nous prononcer sur l'abolition et sur ses conséquences.

Le Gouvernement s'est engagé à proposer le plus rapidement possible une révision du code pénal. C'est à cette occasion que pourra être discutée la question de l'échelle des peines et les conditions de leur exécution. Mais il convient, dès à présent, de prendre les mesures pour humaniser le système de la prison, pour améliorer les moyens de la prévention, pour favoriser le retour à une meilleure sécurité de nos quartiers et de nos villes.

Telles sont les tâches qui nous attendent, nous, les députés, et le Parlement tout entier, vous, monsieur le garde des sceaux, et le Gouvernement tout entier.

Nous avons à nous prononcer sur un principe. Les députés communistes et apparentés n'ont pas eu besoin pour cela, messieurs de l'opposition, d'une quelconque directive.

Avec l'intelligence et la sensibilité propres à chacun d'eux, ils voteront le projet de loi portant abolition de la peine de mort. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Michel.

M. Jean-Pierre Michel. Monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, en ce jour historique et exceptionnel, mes camarades du groupe socialiste m'ont demandé d'expliquer leur vote et je les remercie d'avoir choisi le jeune député que je suis. Je devrai donc taire ma passion ou mon émotion personnelles dans ce débat pour essayer d'expliquer encore une fois et de synthétiser peut-être la position du groupe socialiste en cet instant.

Il est impossible de faire la synthèse de tout ce qu'ont dit ceux qui nous ont précédés, Robespierre en 1791, Victor Hugo en 1948, Jaurès en 1906 et Robert Badinter en 1981.

Je ne me hasarderai pas non plus à faire la synthèse de tout ce qui a été fort bien dit au cours de ces deux jours car j'en serais bien incapable.

Mais la conclusion est très simple, monsieur le garde des sceaux : le groupe socialiste votera le projet de loi portant abolition de la peine de mort. Pourquoi ?

D'abord parce que nous sommes socialistes et parce que — permettez-nous de le dire ici — c'est notre loi : celle pour laquelle nos prédécesseurs se sont toujours battus — n'en déplaise à M. Foyer — celle pour laquelle un certain nombre d'entre nous ont adhéré au parti socialiste, parmi d'autres raisons ; celle qu'avait annoncée François Mitterrand dès le début de sa campagne électorale et sur laquelle nous nous sommes engagés ; celle qui exprime la primauté de l'homme sur le pouvoir d'Etat.

Nous la voterons avec humilité, Monsieur Séguin, en nous souvenant de tous ceux qui, quel que soit, quel qu'ait été le banc où ils siègent, ont permis ce moment, et en sachant que des problèmes graves, quant à la politique criminelle et pénitentiaire, demeurent en suspens et devront être réglés rapidement.

Ce n'est, monsieur Clément, ni par sens de la discipline ni par conviction intime que les membres du groupe socialiste et apparentés voteront le projet de loi, mais, conformément à la démarche collective qui est la nôtre, dans le respect des engagements que nous avons pris devant les Français et les Français qui nous ont élus, comme l'a fort bien expliqué notre collègue Alain Richard. Nous voterons ce projet de loi en prenant nos responsabilités, toutes nos responsabilités, sans hypocrisie, sans arrière-pensée, sans faux-fuyant procédural.

Nous ne voterons pas seulement l'article 1^{er} mais l'ensemble du projet de loi. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

En effet, on ne peut plus dire que l'on est contre la peine de mort, sauf pour les auteurs de certains crimes, ceux-là mêmes pour lesquels elle est prononcée et pour lesquels les exécutions ont lieu.

On ne peut pas dire que l'on est contre la peine de mort telle qu'elle est actuellement exécutée, par le procédé barbare